



MICHEL SAPIN  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**Ouverture du Forum franco-nordique sur le thème**  
**« Construire l'économie et la société de demain :**  
**que nous disent les pays nordiques ? »**

**Intervention de Michel SAPIN,**  
**ministre de l'Economie et des Finances**

***Bercy***

*Lundi 28 novembre 2016*

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13



C'est un plaisir de procéder aujourd'hui à l'ouverture de cette première Conférence franco-nordique à Bercy devant un panel d'intervenants prestigieux. Je tiens à remercier chaleureusement tous les panélistes qui ont accepté de témoigner de la richesse et de la solidité de nos relations bilatérales aujourd'hui à Paris.

Je remercie également tous ceux qui ont rendu cet événement possible et qui nous font l'honneur de leur présence : nos Ambassadeurs dans les pays nordiques ainsi que les Ambassadeurs nordiques à Paris, la Chambre de Commerce Suédoise en France et les nombreux sponsors et partenaires, et bien entendu les chefs de service économique de la Direction générale du Trésor, à l'initiative de cette conférence.

Je souhaite vous présenter en quelques mots pourquoi il me semble que cette Conférence franco-nordique à Bercy est une excellente initiative.

**Les pays nordiques constituent un ensemble de pays dont le poids économique en fait un bloc qui compte en Europe.** A eux cinq, ils représentent une population de 26 millions d'habitants pour un PIB correspondant à la moitié de celui de l'Allemagne, avec un revenu par habitant très nettement supérieur à la moyenne de l'Union européenne.

**Ces pays ont depuis longtemps mis en œuvre des modèles de développement économiques et sociaux particulièrement intéressants**, qui s'appuient sur des contrats sociaux forts, leur permettant de combiner compétitivité, croissance verte, innovation, égalité des chances et maintien d'un haut niveau de développement et de protection sociale. Ces caractéristiques sont souvent débattues en France. La presse et les experts s'interrogent notamment sur les sources de la croissance suédoise, le verdissement de l'économie danoise, le miracle économique islandais post crise, l'innovation et l'éducation « à la finlandaise » ou encore la construction de l'économie de l'après-pétrole en Norvège.

**Les pays nordiques constituent ainsi sans nul doute pour les pouvoirs publics français une référence** et une source utile d'inspirations et de réflexions pour les réformes que nous engageons. Mes services me disent d'ailleurs qu'ils interrogent très souvent nos postes dans ces pays pour établir des comparaisons internationales sur toutes sortes de sujets. Il y a donc, en France, un vrai besoin de décryptage et d'éclairage sur ces aspects, et je suis persuadé que cette conférence contribuera à apporter des éléments utiles à ces réflexions.

**Mais dans le même temps, malgré leur dynamisme et leur proximité géographique, la France et les pays nordiques se tiennent encore trop souvent « à distance ».** C'est notamment le cas en ce qui concerne nos échanges commerciaux. Il est vrai que la France exporte plus vers la zone nordique dans son ensemble que vers la Russie ou l'Amérique latine par exemple, mais la proximité et l'attractivité de la zone nordique devrait donner lieu à des échanges commerciaux d'une autre ampleur. Une étude récente menée par les services économiques a ainsi montré que 70% des groupes du CAC40 étaient peu, moyennement, ou pas du tout présents dans la zone. Pourtant, la France possède un savoir-faire, des secteurs d'excellence et des compétences reconnues sur un grand nombre de sujets d'intérêt communs : je pense notamment à l'innovation et la French Tech, aux transports et à l'urbanisme, à la transition énergétique. Il faut certainement davantage faire connaître et valoriser ces compétences françaises.

**En sens inverse, nous devons poursuivre nos efforts envers les investisseurs nordiques**, qui sont des investisseurs de long terme. Nous pouvons encore mieux faire connaître les atouts structurels de la France pour les convaincre de venir en France et de dépasser les images et sentiments parfois négatifs qui peuvent circuler sur notre pays. La France est attractive et



favorable aux investisseurs étrangers et ces derniers, malgré les clichés, le reconnaissent : la France est aujourd'hui la première destination en Europe pour les implantations industrielles.

**Le renforcement de l'attractivité de la France est l'un des axes majeurs de l'action du gouvernement.** Elle s'appuie sur des réformes en profondeur, souvent mal connues à l'étranger, engagées pour relever notre compétitivité et renforcer notre capacité d'innovation. Permettez-moi d'en dire un mot.

**En ce qui concerne la fiscalité et plus particulièrement l'impôt sur les sociétés,** le Gouvernement s'est engagé à une réduction graduelle de son taux dès 2017 et jusqu'à 28% en 2020 pour se rapprocher de la moyenne européenne. C'est une mesure essentielle pour notre attractivité à laquelle je tiens tout particulièrement. Elle s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par le Gouvernement pour réduire le coût du travail en France avec la mise en place du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et du Pacte de responsabilité. Cet effort, correspondant à 2 pt de PIB permet aujourd'hui à la France d'avoir un coût horaire du travail dans l'industrie plus faible qu'en Allemagne. La recherche et l'innovation sont également nos priorités et sont fortement soutenues par l'Etat : je pense au crédit d'impôt recherche bien sûr, mais aussi au crédit d'impôt innovation que nous avons créé en 2012 qui s'adresse plus particulièrement aux PME.

**Nous conduisons en parallèle des réformes structurelles ambitieuses,** notamment en matière de droit du travail. La situation est fréquemment décrite plus négativement qu'elle n'est en réalité. L'OCDE calcule ainsi un indicateur de flexibilité du marché du travail qui révèle que la flexibilité du marché du travail en France est plus grande qu'en Allemagne, qu'aux Pays-Bas ou qu'en Belgique. Cela est le résultat des réformes engagées depuis plusieurs années et en particulier avec la mise en œuvre de l'Accord National Interprofessionnel en 2013, mouvement qui s'est poursuivi encore très récemment avec la loi Travail. Ces réformes démontrent l'engagement déterminé du Gouvernement dans un effort d'assouplissement intelligent du droit du travail, qui n'est pas contradictoire avec les engagements sociaux du gouvernement.

**Enfin, nous mettons en place des outils pratiques et des mesures ciblées afin de faciliter au maximum la vie des candidats à l'implantation en France.** Je pense notamment à l'amélioration de l'accompagnement fiscal, à la facilitation des conditions d'entrée et de séjour, et à tout le travail effectué par Business France. Et, il y a 10 jours, nous avons encore amélioré le dispositif fiscal pour les impatriés, qui devient l'un des dispositifs les plus avantageux en Europe. Dans le contexte politique actuel, ceci constitue une preuve importante de l'ouverture de la France et de sa volonté d'accueillir sur son territoire des investisseurs, des salariés, des entrepreneurs étrangers afin de contribuer à enrichir son économie.

**Je voudrais enfin terminer en soulignant tout l'intérêt de cette conférence pour le renforcement du dialogue et de la coopération en Europe.** Dans la période actuelle de fortes incertitudes et de montée du nationalisme, nous devons échanger sans doute encore davantage pour mieux nous comprendre et avancer ensemble. Nous partageons la même responsabilité commune quant à l'avenir de l'Europe, et nous apportons, chacun, des idées, des solutions, des points de vue, qui peuvent être parfois différents, et c'est bien normal, mais qui doivent contribuer à bâtir des réponses collectives aux défis communs.

**Votre conférence abordera en particulier deux volets essentiels de ces défis : la compétitivité et la croissance verte.** Sur la compétitivité, nous avons des préoccupations et interrogations communes sur la manière de favoriser l'environnement de nos entreprises, sur la place et le rôle de la puissance publique, mais aussi sur les transformations sociales et économiques au sein de nos entreprises. Je pense en particulier à la transformation numérique.



Je suis certain que les points de vue français et nordiques seront passionnants à confronter. Sur la croissance verte, que vous aborderez cette après-midi si je ne me trompe, là-aussi les échanges d'expérience sont précieux afin de diffuser les solutions innovantes et d'améliorer encore et toujours l'action des autorités publiques. Les deux thèmes des tables rondes, le verdissement des transports et la ville durable et inclusive, sont deux thématiques prioritaires pour la France et les pays nordiques. Il s'agit de sources formidables d'innovation et de changement, et tous les partenaires nordiques et français, publics et privés, ont, je crois, beaucoup à échanger dans ce domaine.

Je vous remercie de votre participation et vous souhaite une excellente conférence !